

359

Le rôle du juriste à horizon 2025

Avenir et évolution du rôle du juriste

S'est tenu à Lille fin février 2022, un atelier sur le thème **Le rôle du juriste à horizon 2025 - Avenir et évolution du rôle du juriste**, organisé par l'AFJE Hauts de France et LexisNexis. L'événement a eu lieu à la **Chambre de commerce et d'industrie de Lille**. L'occasion de revenir sur le **métier de juriste d'entreprise, plus que jamais un métier d'avenir et qui gagne en influence**.



de gauche à droite : Mathieu Von Websky, Christophe Roquilly, Christine Héron-Schwaighofer, Catherine Dombrowski et Maxime Diot

Le métier de juriste d'entreprise est en perpétuelle mutation. Révolution industrielle, digitalisation, marché concurrentiel globalisé, inflation législative, extension du domaine d'intervention du juriste, sécurisation du business, crise sanitaire, transition écologique... Autant de défis que les juristes et les directions juridiques ont relevés.

Réunissant Christine Héron-Schwaighofer, directrice juridique, Lesaffre, Mathieu Von Websky, directeur juridique, Bonduelle, et Christophe Roquilly, directeur de l'EDHEC

Augmented Law Institute, les échanges ont été animés par Catherine Dombrowski, directrice de rédaction - département Entreprises chez LexisNexis et Maxime Diot, responsable de la délégation AFJE Hauts de France et directeur juridique de l'Institut Pasteur de Lille.

L'occasion d'aborder les thèmes suivants :

- la rationalisation du fonctionnement des directions juridiques ;
- la place de la compliance dans la stratégie du directeur juridique ;
- le directeur juridique, manager de son équipe ;
- le nouveau poste de Legal Ops. ■

1. Comment rationaliser les directions juridiques ?

Les intervenants sont revenus sur la rationalisation indispensable des directions juridiques au sein des entreprises soulignant la mutation en cours des directions juridiques et leur importance stratégique au sein des organisations. Le rôle du directeur juridique, ou du juriste, est fondamental car l'un et l'autre savent apporter un discours structuré dans une société.

Il faut aujourd'hui dépasser la vision « station d'épuration » du juriste et de la direction juridique vers lesquels on ne se tourne lorsque l'on est « bloqué » sur un sujet.

Selon Christine Héron-Schwaighofer, il est nécessaire de ne travailler que sur les sujets à valeur ajoutée juridique. Il faut dégager du temps à chacun au sein de l'organisation pour permettre à tous les intervenants d'apporter une valeur ajoutée à leur tâche. La directrice juridique du groupe Lesaffre ayant insisté également sur le délai de mise en place d'une telle organisation : entre 3 et 4 ans.

Mathieu Von Websky a quant à lui mis en avant l'importance des réunions d'équipe dans lesquelles chacun peut poser des questions et recevoir des réponses. Selon lui, le plus grand défi au sein des directions juridiques est de concilier l'expertise nécessaire avec la nécessité d'être plus communicant et de casser les silos.

Christophe Roquilly enfin a partagé son expérience s'agissant de l'évolution de la culture au sein des directions juridiques. Historiquement centré sur lui-même, le juriste adopte une culture hétérocentrique qui le pousse à avoir un niveau d'échange en continu avec ses équipes et ses clients internes.

À tous il apparaît que le juriste doit devenir un communicant, cela donnera de la force à la direction juridique. Par ailleurs, un travail en transversal devrait permettre à la direction juridique de gagner en compétitivité.

2. Quelle place pour la compliance ?

Il ressort des débats que, dans l'idéal, la fonction de compliance doit « infuser » les différents services/métiers et, qu'en l'absence de fonction compliance dédiée, il semble logique de la rattacher à la direction juridique. Ce rattachement joue également comme « un accélérateur » pour que la direction juridique devienne un business partner. Via la compliance, la direction juridique va ainsi se retrouver en ligne directe avec la direction de l'entreprise.

Avenir et évolution du rôle du juriste - Retour sur l'atelier



La compliance doit être une porte d'entrée pour permettre à la direction juridique d'apporter sa valeur ajoutée. Grâce à la compliance, le juriste va pouvoir apporter sa culture dans les « hautes sphères » de l'entreprise.

3. Le directeur juridique, manager de son équipe. Le juriste 2025 ? Juriste augmenté ?

Cet atelier a été l'occasion de faire un point sur les nouvelles méthodes de management à apporter à une direction juridique au sein de laquelle œuvrent des juristes traditionnellement plutôt enclins à une intelligence « singulière » du praticien du droit.

Il ressort des échanges que cette intelligence « individuelle » ne semble plus suffisante aujourd'hui et qu'il est devenu indispensable d'aller vers une forme d'intelligence plus « collective » tout en développant d'autres types de compétences à la fois business, digitales et comportementales.

Il est également attendu des directions juridiques qu'elles arrivent à accroître leur culture de l'innovation et de l'agilité.

Mathieu Von Websky a notamment mis l'accent sur la surdigitalisation à laquelle doivent faire face les juristes et sur la nécessité pour eux de savoir rechercher une information juridique fiable face à l'ensemble des outils

digitaux mis à leur disposition. Il faut trouver le bon outil et comprendre sa plus-value.

4. Le Legal Ops. Est-ce le juriste de demain ?

La fonction de Legal Operations Officers ou Managers (Legal Ops) se développe au sein des entreprises. Sa mission va être d'accompagner le juriste dans la réalisation de ses tâches. L'ambition de cette nouvelle fonction est de tout mettre en œuvre pour que le service délivré par le juriste soit le meilleur.

Le Legal Ops peut également avoir comme mission de vulgariser le langage juridique afin d'ouvrir le juridique à toutes les autres fonctions de l'entreprise.

Selon Christophe Roquilly, le plus gros challenge est d'arriver « à marketer », à vendre, la direction juridique. Si le directeur juridique est garant du fond de l'information transmise, le Legal Ops peut l'aider sur le format de la transmission de l'information.

Grâce à cette nouvelle fonction, l'accès à l'information transmise pourrait notamment être amélioré.

De façon plus générale, il semble également que de plus en plus de non-juriste, comme les contracts manager, vont intégrer les directions juridiques. Cela pousse inévitablement le juriste à s'adapter à ce nouvel environnement. ■